Secretariat of the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026

L'honorable Steven MacKinnon

Leader du gouvernement à la Chambre des communes

Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre, leader du gouvernement à la Chambre des communes, 2026

Catalogue CP100-2F-PDF

ISSN : 2561-9845

Also available in English under the title: Departmental Results Report 2025-2026

Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Table des matières

- En un coup d'œil
- Message du ministre
- Résultats : nos réalisations
  - Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement
  - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
  - Dépenses
  - Financement
  - Faits saillants des états financiers
  - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

Remarque : Le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (le Secrétariat) a utilisé un outil d'IA générative (ChatGPT) pour soutenir l'élaboration du contenu du présent rapport. Un humain a examiné et validé tout le contenu généré par l'IA.

En un coup d'œil

Le présent rapport des résultats ministériels présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel 2025-2026 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

Ces résultats cadrent avec les priorités énoncées dans la lettre de mandat du premier ministre du 21 mai 2025, ainsi qu'avec la vision, la mission, la raison d'être et le contexte opérationnel du Secrétariat.

Principales priorités

Le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a cerné les principales priorités suivantes pour 2025-2026 :

- soutenir la réalisation des examens en cours;
- soutenir la réalisation du rapport annuel de 2025 du Comité;
- soutenir l'élaboration d'un plan d'examen après la 45e élection générale.

Points saillants

Le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a appuyé le Comité dans l'élaboration d'un plan d'examen prospectif suivant la nomination du Comité. Le Secrétariat a appuyé le Comité dans la poursuite de son examen de la lutte contre le financement des activités terroristes et le lancement de son examen sur le cadre Canadiens de collecte de renseignements étrangers. Enfin, le Secrétariat a aidé le Comité à rédiger et à compléter son Rapport annuel de 2025, qui a été présenté au premier ministre le 30 mars 2025.

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 3 329 846 $
- Total des équivalents temps plein (y compris les services internes) : 10,4

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les dépenses totales et les ressources humaines du Secrétariat, veuillez consulter la section Dépenses et ressources humaines du présent rapport.

Sommaire des résultats

Ce qui suit présente un résumé des résultats obtenus par le ministère en 2025-2026 dans le cadre de sa « responsabilité essentielle », soit ses principaux domaines d'activités.

Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Dépenses réelles : 1 731 344 $

Ressources humaines réelles : 6,7

Le rapport annuel du Comité a été remis au premier ministre le 30 mars 2026.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les activités de soutien envers l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement du Secrétariat, veuillez lire la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Message du ministre



L'honorable Steven MacKinnon
Leader du gouvernement à la Chambre des communes

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR). Le présent document résume les résultats du Secrétariat au cours de l'exercice financier précédent.

Depuis sa création en 2017, le Secrétariat a aidé le Comité à effectuer de nombreux examens de l'appareil canadien de la sécurité nationale et du renseignement portant sur un large éventail d'organisations et de questions d'intérêt.

En 2025-2026, le Secrétariat a aidé le Comité à achever son rapport annuel de 2025, à poursuivre son examen du cadre de la lutte contre le financement des activités terroristes et à lancer un examen du cadre canadien de la collecte de renseignements étrangers.

Le Secrétariat a élaboré un programme d'orientation exhaustif à l'intention du Comité nouvellement constitué, composé de onze députés et de trois sénateurs, portant sur leurs rôles et responsabilités, les travaux réalisés à ce jour par le Comité, ainsi que sur le milieu de la sécurité nationale et du renseignement. Le Secrétariat a également veillé à ce que toutes les mesures de sécurité et les exigences d'intégration requises pour les nouveaux membres du Comité soient respectées.

Ce ne sont là que quelques faits saillants des réalisations du Secrétariat du Comité au cours de la dernière année. Je vous invite à vous renseigner davantage sur les résultats ministériels.

Résultats : nos réalisations

Responsabilité essentielle et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Dans cette section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes

Description

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de soutenir l'examen par les parlementaires des activités axées sur la sécurité nationale et le renseignement au Canada, contribuant ainsi à améliorer la transparence et la responsabilisation dans le contexte du cadre de sécurité nationale.

Répercussions sur la qualité de vie

Le domaine le plus étroitement lié à la responsabilité essentielle est la « saine gouvernance », avec l'indicateur « confiance dans les institutions ».

Progrès à l'égard des résultats

La section qui suit décrit le rendement du ministère par rapport à ses objectifs pour chaque résultat du ministère relevant de la responsabilité essentielle 1 : examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.

Le tableau 1 montre la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels pour chaque indicateur dans le cadre de la responsabilité essentielle au cours des trois derniers exercices.

Tableau 1 : Le Secrétariat veille à ce que le Comité rédige son rapport annuel.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Le rapport annuel du Comité remis au premier ministre au plus tard le 31 mars de chaque année.	Le rapport annuel du Comité doit être remis au premier ministre au plus tard le 31 mars.	31 mars 2026	2023-2024 : 10 avril 2024 2024-2025 : 4 mars 2025 2025-2025 : 30 mars 2026

Le tableau 2 montre la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels pour chaque indicateur dans le cadre de la responsabilité essentielle au cours des trois derniers exercices.

Tableau 2 : Améliorer la transparence et la responsabilité du cadre de sécurité nationale

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.	Ce rapport doit satisfaire aux exigences du paragraphe 21(1) de la Loi sur le CPSNR.	31 mars 2026	2023-2024 : 10 avril 2024 2024-2025 : 4 mars 2025 2025-2025 : 30 mars 2026 Le rapport respectait toutes les exigences législatives.

La section Résultats de l'infographie du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement relativement au répertoire des programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats de la responsabilité essentielle du Secrétariat en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel du Secrétariat du Comité pour l'exercice.

Le Secrétariat veille à ce que le Comité rédige son rapport annuel, contribuant ainsi à améliorer la transparence et la responsabilisation du cadre de sécurité nationale.

Résultats obtenus

- Le rapport annuel 2025 du Comité a été soumis au premier ministre le 30 mars 2026.
- Le rapport annuel du Comité est conforme à toutes les exigences législatives.

Principaux risques

La Loi sur le CPSNR donne au Comité un large accès aux renseignements détenus par le gouvernement nécessaires à l'exercice de son mandat, tout en établissant des restrictions précises à cet accès, y compris les renseignements qui constituent un renseignement confidentiel du Conseil privé du Roi pour le Canada. Le Comité a déjà soulevé des préoccupations concernant le champ d'application des renseignements confidentiels du Cabinet, tels que définis dans la Loi et au paragraphe 39(2) de la *Loi sur la preuve au Canada*, et l'incidence potentielle de ces dispositions sur sa capacité d'obtenir les renseignements nécessaires pour s'acquitter efficacement de son mandat. En particulier, l'absence d'obligation pour les ministères d'indiquer le nombre et la nature des documents non divulgués, ainsi que les motifs du refus de leur divulgation, peut limiter la visibilité du Comité sur l'information disponible pour appuyer ses examens.

Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat a continué d'aider le Comité à surmonter ces limites d'accès à l'information. Grâce à son engagement continu auprès du milieu de la sécurité et du renseignement, le Secrétariat a cherché à améliorer la transparence en ce qui concerne les renseignements non divulgués et à atténuer les répercussions potentielles sur la capacité du Comité à mener efficacement ses examens. Ces efforts demeurent un élément important du soutien du Secrétariat au Comité.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 3 présente un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) nécessaires pour atteindre les résultats.

Tableau 3 : Aperçu des ressources nécessaires à la responsabilité essentielle du Secrétariat

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	2 643 480	1 598 502
Équivalents temps plein	9,0	6,7

Les sections de l'infographie du Secrétariat sur les finances et le personnel dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements complets sur les finances et les ressources humaines liés à son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

Cette section met en évidence les priorités gouvernementales qui sont abordées dans le cadre de la responsabilité essentielle du Secrétariat.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

En 2025-2026, le Secrétariat était composé de 10,4 équivalents temps plein ayant des antécédents ainsi que des expériences et compétences professionnelles variées apportant un ensemble approprié de compétences de recherche et d'analyse.

Services internes

Dans la présente section

- Description
- Progrès à l'égard des résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Marchés attribués à des entreprises autochtones

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui aident un ministère à remplir ses obligations ministérielles et à mettre en œuvre ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- Services de gestion des acquisitions
- Services de communications
- Services de gestion financière
- Services de gestion des ressources humaines
- Services de gestion de l'information
- Services de technologie de l'information
- Services juridiques
- Services de gestion du matériel
- Services de gestion et de surveillance
- Services de gestion des biens immobiliers

Progrès à l'égard des résultats

La présente section décrit en détail comment le ministère a atteint les résultats et les cibles relatives aux services internes.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Secrétariat a continué d'attribuer les dépenses et activités suivantes aux services internes : le soutien organisationnel, administratif, de technologie de l'information et de sécurité fourni au Secrétariat par le Bureau du Conseil privé conformément à un protocole d'entente; les services de technologie de l'information fournis au Secrétariat par le Centre de la sécurité des télécommunications conformément à un protocole d'entente; et un conseiller juridique, conformément à la pratique courante.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 4 présente un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) nécessaires pour atteindre les résultats.

Tableau 4 : Ressources requises pour les services internes pour 2025-2026

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 116 894	1 598 502
Équivalents temps plein	3,0	3,7

Les sections de l'infographie du Secrétariat sur les finances et le personnel dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements complets sur les finances et les ressources humaines liés à son répertoire des programmes.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque année, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau 5, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a attribué 8,18 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Tableau 5 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats de 2025-2026
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones (A)	9 170,62 $
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	112 090,01 $
Valeur des exceptions approuvées par l'administrateur général (C)	0,00 $
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones [A / (B – C) × 100]	8,18 %

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats de 2025-2026
Notes En ce qui concerne la cible minimale de 5 %, Services aux Autochtones Canada (SAC) définit « entreprise autochtone » comme suit : • une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné, un conseil de bande ou un conseil tribal; • une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada; • une entreprise inscrite à une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne. Le terme « marché » désigne un accord contraignant pour l'achat d'un bien, d'un service ou d'un ouvrage, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les modifications aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat de plus de 10 000 $.	

Au cours de la période de référence de 2025-2026, le Secrétariat a obtenu un résultat de 8,18 % en approvisionnement autochtone, dépassant la cible minimale du gouvernement du Canada de 5 %. Cette réalisation témoigne de l'engagement continu du Secrétariat à accroître les possibilités d'approvisionnement pour les entreprises autochtones et à soutenir les objectifs généraux du gouvernement du Canada en matière de participation économique autochtone et de réconciliation par l'entremise des marchés publics fédéraux.

Dans son Plan ministériel pour 2026-2027, le Secrétariat du Comité prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2025-2026, il aurait attribué 5 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses prévues et réelles du ministère de 2023-2024 à 2028-2029.

Sommaire du rendement budgétaire

Le tableau 5 présente le montant d'argent que le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a dépensé au cours des trois dernières années pour s'acquitter de sa responsabilité essentielle et pour les services internes.

Tableau 6 : Dépenses réelles sur trois ans relatives à la responsabilité essentielle et aux services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025-2026	Autorisations totales pouvant être utilisées 2025-2026	Dépenses réelles sur trois ans (autorisations utilisées)
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 643 480	2 619 746	• 2023-2024 : 2 068 361 • 2024-2025 : 1 789 492 • 2025-2026 : 1 731 344
Services internes	1 116 894	1 293 485	• 2023-2024 : 960 895 • 2024-2025 : 1 303 862 • 2025-2026 : 1 598 502
Total	**3 760 374**	**3 913 231**	• **2023-2024 : 3 029 256** • **2024-2025 : 3 093 354** • **2025-2026 : 3 329 846**

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

Le profil de financement et les dépenses du Secrétariat demeurent relativement constants d'une année à l'autre, ce qui reflète la stabilité de ses activités. Tout écart mineur est principalement attribuable à des changements dans le nombre de réunions du Comité, les besoins en matière de déplacement, la dotation du Secrétariat et la composition du Comité.

La section Finances de l'infographie du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements financiers supplémentaires sur les exercices antérieurs.

Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Le tableau 6 présente le montant que le Secrétariat prévoit dépenser au cours des trois prochains exercices pour s'acquitter de sa responsabilité essentielle et pour les services internes.

Tableau 7 : Dépenses prévues sur trois ans pour la responsabilité essentielle et les services internes (en dollars)

Responsabilité essentielle et services internes	Dépenses prévues pour 2026-2027	Dépenses prévues pour 2027-2028	Dépenses prévues pour 2028-2029
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 255 679	2 169 367	2 047 383
Total partiel	**2 255 679**	**2 169 367**	**2 047 383**
Services internes	1 288 137	1 288 137	1 288 137

Responsabilité essentielle et services internes	Dépenses prévues pour 2026-2027	Dépenses prévues pour 2027-2028	Dépenses prévues pour 2028-2029
Total	**3 543 816**	**3 457 504**	**3 335 520**

Analyse des dépenses prévues des trois prochains exercices

Le Secrétariat prévoit que ses dépenses globales demeureront relativement constantes au cours des prochaines années. Dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses (EED) du gouvernement du Canada, qui vise à promouvoir des dépenses responsables et rentables dans l'ensemble des ministères et organismes fédéraux, le Secrétariat a cerné des réductions ciblées dans la dotation au niveau de la direction, les dépenses pour les voyages intérieurs et internationaux, l'expertise externe et la formation.

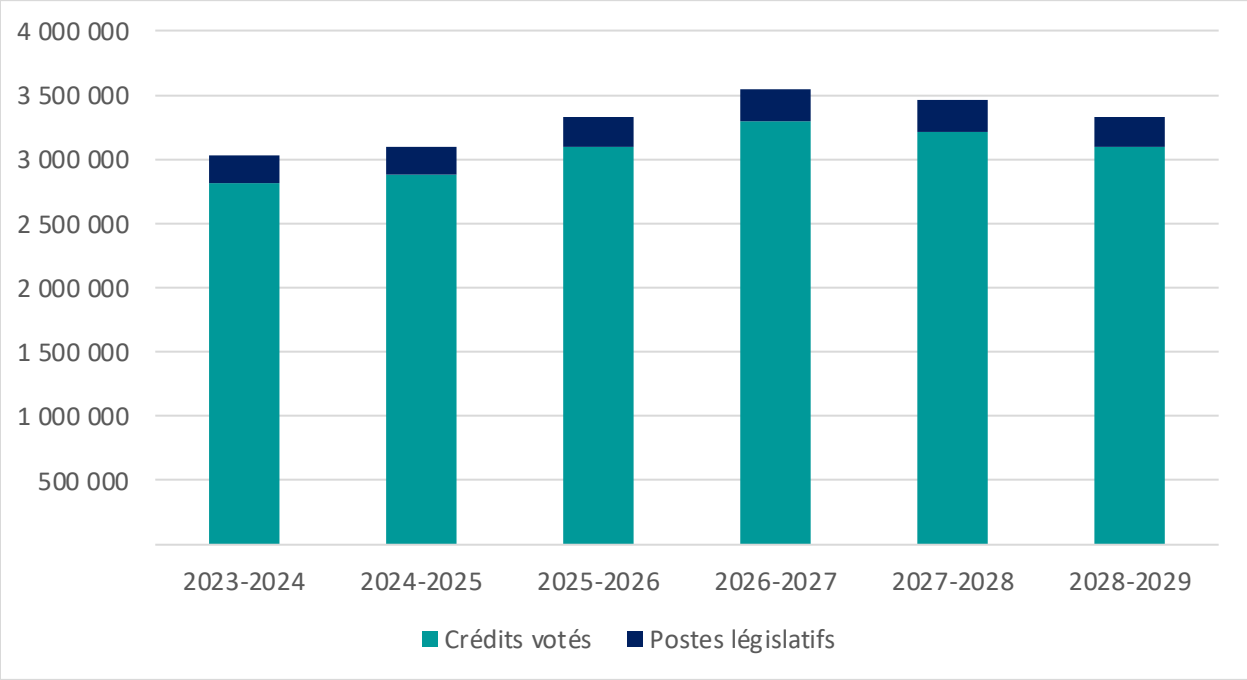
La section Finances de l'infographie du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements financiers plus détaillés concernant les exercices à venir.

Financement

Cette section donne un aperçu du financement voté et législatif du ministère pour sa responsabilité essentielle et pour les services internes.

Le graphique 1 résume le financement voté et législatif approuvé par le ministère de 2023-2024 à 2028-2029.

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six ans



Version texte du graphique 1

Exercice	Législatives	Votées	Total
2023-2024	208 877 $	2 820 378 $	3 029 255 $
2024-2025	215 929 $	2 877 425 $	3 093 354 $
2025-2026	233 794 $	3 096 052 $	3 329 846 $
2026-2027	249 359 $	3 294 457 $	3 543 816 $
2027-2028	248 047 $	3 209 457 $	3 457 504 $
2028-2029	247 063 $	3 088 457 $	3 335 520 $

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Le Secrétariat continue d'avoir besoin de ressources pour remplir son mandat de soutien au Comité. Le financement total devrait passer de 3,0 millions de dollars en 2023-2024 à 3,5 millions de dollars en 2026-2027, soit une augmentation d'environ 17 %, principalement attribuable à la croissance du financement voté. Cette augmentation reflète les ressources nécessaires pour soutenir les activités opérationnelles et maintenir la capacité du Secrétariat à soutenir le Comité. Le financement devrait par la suite diminuer à 3,3 millions de dollars d'ici 2028-2029, tout en restant au-dessus des niveaux de 2023-2024. Le profil de financement reflète les réductions découlant de l'EED, ainsi que les efforts continus du Secrétariat pour harmoniser les ressources avec les besoins du Comité.

Consulter la page Web des Comptes publics du Canada pour obtenir de plus amples renseignements sur les dépenses votées et législatives du Secrétariat.

Faits saillants des états financiers

Cette section présente les états financiers non vérifiés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

Le tableau 7 résume les dépenses et les recettes pour 2025-2026, qui correspondent au coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement.

Tableau 8 : État condensé des résultats (audité ou non audité) pour 2025-2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels pour 2025-2026	Résultats prévus pour 2025-2026	Écart (résultats réels moins résultats prévus)
Total des dépenses	3 501 657 $	3 975 662 $	(474 005 $)
Total des recettes	0 $	0 $	0 $
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 501 657 $	3 975 662 $	(474 005 $)

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2025-2026

En 2025-2026, le Secrétariat du Comité a engagé des dépenses totales de 3,5 millions de dollars, comparativement à des dépenses prévues de 4,0 millions de dollars, ce qui a donné un écart favorable de 474 005 dollars, soit environ 11,9 %. L'écart reflète des dépenses inférieures aux prévisions pour soutenir les opérations du Secrétariat et les activités du Comité, y compris les réunions, les déplacements des employés, la formation et d'autres exigences opérationnelles. Le Secrétariat ne génère pas de recettes. Par conséquent, le total des dépenses correspond au coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux. Dans l'ensemble, les résultats indiquent que le Secrétariat a fourni le soutien prévu avec un niveau de dépenses inférieur à celui prévu initialement.

L'information sur les résultats prévus pour 2025-2026 est fournie dans l'État des résultats prospectif et les notes pour 2025-2026 du Secrétariat.

Le tableau 8 résume les dépenses et les recettes réelles et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 9 : État des résultats condensé (non vérifiés ou vérifiés) pour 2024-2025 et 2025-2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels pour 2025-2026	Résultats réels pour 2024-2025	Écart (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des dépenses	3 501 657 $	3 306 418 $	195 239 $
Total des recettes	0 $	0 $	0 $
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 501 657 $	3 306 418 $	195 239 $

Analyse des écarts entre les dépenses et les recettes de 2024-2025 et de 2025-2026

En 2025-2026, le Secrétariat du Comité a engagé des dépenses totales de 3,5 millions de dollars, représentant une augmentation de 195 239 dollars, ou 5,9 %, comparativement à 3,3 millions de dollars en 2024-2025. Cette augmentation reflète la prestation continue des activités du Secrétariat et du soutien au Comité, y compris les réunions du Comité, la formation et d'autres exigences opérationnelles. Puisque le Secrétariat ne génère pas de recettes, le total des dépenses correspond au coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux. Dans l'ensemble, l'augmentation des dépenses d'une année à l'autre reflète la poursuite des activités opérationnelles tout en restant dans les limites des ressources dont dispose le Secrétariat.

Le tableau 9 donne un bref aperçu des montants que le ministère doit ou qu'il est tenu de dépenser (passif) et des ressources disponibles (actif), ce qui permet d'indiquer sa capacité à exécuter des programmes et à offrir des services.

Tableau 10 : État de la situation financière condensé (non vérifié ou vérifié) au 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Exercice financier en cours (2025-2026)	Exercice précédent (2024-2025)	Écart (2025-2026 moins 2024-2025)
Total du passif net	405 130 $	438 144 $	(33 014 $)
Total net des actifs financiers	259 338 $	281 718 $	(22 380 $)
Dette nette du ministère	145 792 $	156 426 $	(10 634 $)
Total des actifs non financiers	4 432 $	5 529 $	(1 097 $)
Situation financière nette du ministère	(141 360 $)	(150 897 $)	9 537 $

Analyse de l'actif et du passif du ministère par rapport à l'exercice précédent

Au 31 mars 2026, la situation financière du Secrétariat montrait une légère amélioration par rapport à l'exercice précédent. Le passif net total a diminué de 33 014 $, ou 7,5 %, tandis que le total des actifs financiers nets a diminué de 22 380 $, ou 7,9 %. Par conséquent, la dette nette du ministère a diminué de 10 634 $, ou 6,8 %, pour atteindre 145 792 $. Le total des actifs non financiers a également diminué de 1 097 $. Dans l'ensemble, la situation financière nette du ministère s'est améliorée de 9 537 $, passant de (150 897 $) en 2024-2025 à (141 360 $) en 2025-2026. Ces changements tiennent compte de l'évolution d'une année à l'autre de l'actif et du passif financiers du Secrétariat et indiquent un modeste renforcement de sa situation financière à la fin de 2025-2026.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues de l'organisme pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le tableau 10 présente un sommaire, en équivalents temps plein, des ressources humaines pour la responsabilité essentielle du Secrétariat et ses services internes pour les trois exercices précédents.

Tableau 11 : Ressources humaines réelles pour la responsabilité essentielle et les services internes pour les trois exercices précédents

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels pour 2023-2024	Équivalents temps plein réels pour 2024-2025	Équivalents temps plein réels pour 2025-2026
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	7,5	6,8	6,7
Total partiel	**7,5**	**6,8**	**6,7**
Services internes	1,0	1,6	3,7
Total	**8,5**	**8,4**	**10,4**

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

Les ressources humaines réelles du Secrétariat sont passées de 8,5 équivalents temps plein (ETP) en 2023-2024 à 10,4 ETP en 2025-2026, soit une augmentation globale de 1,9 ETP. Cette augmentation est principalement attribuable aux services internes, qui sont passés de 1,0 ETP à 3,7 ETP au cours de la période, ce qui reflète un renforcement de la capacité organisationnelle et administrative à soutenir les opérations du Secrétariat. Les ETP associés à la responsabilité essentielle du Secrétariat sont demeurés relativement stables, passant de 7,5 ETP en 2023-2024 à 6,7 ETP en 2025-2026. Dans l'ensemble, le profil des ressources humaines indique une évolution vers une capacité accrue des services internes tout en maintenant les ressources nécessaires pour appuyer la responsabilité essentielle du Secrétariat et son soutien continu au Comité.

Le tableau 11 présente le nombre prévu d'équivalents temps plein pour la responsabilité essentielle du Secrétariat et pour ses services internes prévus pour les trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données à ce jour.

Tableau 12 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes pour les trois prochains exercices

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus pour 2026-2027	Équivalents temps plein prévus pour 2027-2028	Équivalents temps plein prévus pour 2028-2029
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	7,5	7,5	7,5
Total partiel	**7,5**	**7,5**	**7,5**
Services internes	4,5	4,5	4,5

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus pour 2026-2027	Équivalents temps plein prévus pour 2027-2028	Équivalents temps plein prévus pour 2028-2029
Total	**12,0**	**12,0**	**12,0**

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

Le Secrétariat prévoit d'atteindre son effectif de 12,0 ETP en 2026-2027, lequel devrait demeurer stable jusqu'en 2028-2029. L'augmentation prévue comprend une capacité supplémentaire pour la responsabilité essentielle et les services internes. Les ressources consacrées à la responsabilité essentielle devraient passer de 6,7 ETP en 2025-2026 à 7,5 ETP par an, tandis que les services internes devraient passer de 3,7 à 4,5 ETP. Ce profil d'effectif prévu vise à maintenir la capacité du Secrétariat à soutenir les activités d'examen parlementaire du Comité tout en assurant un soutien organisationnel et administratif suffisant pour les opérations courantes. La stabilisation à 12,0 ETP au cours de la période de planification triennale reflète un niveau planifié et soutenu de capacité en ressources humaines.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires suivants sont disponibles sur le site Web du Secrétariat :

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- Analyse comparative entre les sexes Plus
- Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes
- Efficacité de la réglementation et de la délivrance des permis pour les projets de croissance propre

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, telles que de faibles taux d'imposition, des exonérations, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministre de tutelle : L'honorable Steven MacKinnon

Administratrice générale : Lisa-Marie Inman

Portefeuille ministériel : Bureau du Conseil privé

Instrument habilitant : *Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement*

Année de constitution ou de création : 2017

Coordonnées du ministère

Adresse postale : C.P. 8015, Succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 5A6

Courriel : Secretariat@nsicop-cpsnr.gc.ca

Site Web : https://www.canada.ca/fr/secretariat-comite-parlementaires-securite-nationale-renseignement.html

Définitions

analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique permettant de comprendre les façons dont les personnes issues de communautés diversifiées sont touchées par les politiques, les programmes et d'autres initiatives. L'application de l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et à d'autres initiatives permet de déterminer les divers besoins des personnes touchées, les moyens d'être plus réceptif et inclusif et les méthodes permettant d'anticiper et d'atténuer les obstacles potentiels qui empêchent d'accéder à une initiative ou d'en bénéficier. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour prendre en compte d'autres facteurs, dont l'âge, l'incapacité, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la situation géographique (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles d'un ministère et ses résultats ministériels et ses indicateurs de résultat ministériel.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif mesurable qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit d'atteindre dans un délai précis.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement dans le cadre d'une loi, autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses ainsi que les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses. Les ministères doivent déterminer leurs dépenses prévues et être en mesure de défendre les données financières présentées dans leurs plans ministériels et rapports sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé d'un crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

entreprise autochtone (Indigenous business)

Le site Web de Services aux Autochtones Canada Cible minimale obligatoire de 5 % d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones énonce les exigences relatives à la vérification des entreprises autochtones aux fins d'un rapport sur les résultats ministériels.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Il s'agit du rapport entre les heures de travail assignées à un employé par semaine et les heures normales de travail prévues par l'employeur. Par exemple, un employé qui travaille 20 heures au cours d'une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif d'évaluer les progrès accomplis par rapport à un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les extrants ou les résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative des progrès réalisés relativement à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Programme, projet ou autre initiative dans le cadre duquel un ou plusieurs ministères fédéraux reçoivent des fonds pour travailler en collaboration à un résultat commun généralement lié à une priorité gouvernementale, et pour lequel les ministres concernés conviennent de désigner comme horizontal. Des exigences précises en matière de rapports s'appliquent, notamment le fait que le ministère qui dirige l'initiative doit rendre compte des dépenses et des résultats combinés.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

Plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé décrivant les activités prévues et le rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires sur une période de trois ans. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorités gouvernementales (government priorities)

Aux fins du rapport sur les résultats ministériels de 2025-2026, les priorités gouvernementales s'entendent des thèmes de haut niveau qui décrivent le programme du gouvernement annoncé dans le discours du Trône 2025.

priorité ministérielle (departmental priority)

Plan, projet ou activité sur lequel le ministère choisit de concentrer ses efforts et dont il rend compte au cours d'une période de planification donnée. Les priorités représentent les tâches les plus importantes à accomplir ou les enjeux devant être réglés en premier lieu pour appuyer l'atteinte des résultats ministériels souhaités.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport présentant les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (program inventory)

Liste qui énumère l'ensemble des programmes d'un ministère ainsi que les ressources qui permettent au ministère de s'acquitter de ses responsabilités essentielles et d'atteindre les résultats souhaités.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énoncés pour une responsabilité essentielle reflètent les résultats que le ministère cherche à influencer ou à atteindre.

résultat (result)

Retombées ou extrants liés aux activités d'un ministère, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat de haut niveau lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.